



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71321 Chalon-sur-Saône Cedex

Le 04 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARP CENTRE EST

205 Allée Gabriel Jars
71200 Le Creusot

Références : CP/MV/2023/C_172
Code AIOT : 0005401152

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2023 dans l'établissement SARP CENTRE EST implanté 205 Allée Gabriel Jars 71200 Le Creusot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif des installations classées exploitées par la société SARP CENTRE EST sur son agence du Creusot sur lequel est maintenue une activité logistique et commerciale. Son objectif était de vérifier l'arrêt effectif des installations classées et s'assurer que le site a été mis dans un état ne présentant pas de danger et inconvénient pour l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP CENTRE EST
- 205 Allée Gabriel JARS 71200 Le Creusot
- Code AIOT : 0005401152
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

L'agence SARP CENTRE EST du Creusot a été le siège d'une activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux collectés par l'entreprise jusqu'au 01/01/2017. Cette activité ayant été transférée vers une autre agence, l'exploitant a notifié la cessation d'activité des installations classées de l'agence du Creusot par courrier du 08/11/2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise à l'arrêt définitive des installations classées
- mesures de réhabilitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à l'arrêt des installations classées	Code de l'environnement, article R 512-39-1 et R515-75 en vigueur au 31/12/2019	Sans objet
2	Etat des sols	Code de l'environnement, article R515-75 en vigueur au 31/12/2019	Sans objet
3	Remise en état - Réhabilitation	Code de l'environnement, article R 512-39-1 et R515-75 en vigueur au 31/12/2019	Sans objet
4	Surveillance de l'environnement	Code de l'environnement, article R 512-39-1 et R515-75 en vigueur au 31/12/2019	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site SARP CENTRE-EST du Creusot a permis de constater que l'exploitant avait mis fin à l'activité de tri-transit-regroupement de déchets dangereux sur son site du Creusot et que les déchets liés à ces activités avaient été évacués du site.

Les cuves compartimentées de stockage des déchets ont été évacuées du site et transférées sur l'agence de Crissey pour ré-emploi. Les anciennes bennes en fosse sont toujours présentes et recouvertes. Il a été constaté qu'elles ne contenaient pas de déchets. Cependant le maintien de ces équipements sur le site ne semble à priori pas justifié. Leur démantèlement est à envisager.

Concernant l'état des sols, sur les conseils de son prestataire ayant réalisé la dernière campagne d'investigation, l'exploitant ne recommande aucune action environnementale complémentaire sur les sols.

L'inspection des installations classées ne partage pas la conclusion de l'exploitant et considère qu'il doit examiner les modalités de gestion des pollutions suivantes dont l'emprise semble limitée, conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués :

- la pollution identifiée à proximité du local DTQD :
 - localisée entre 0 et 1m de profondeur,
 - présentant des teneurs non négligeables en COHV, HAP et dans une moindre mesure en HCT, par rapport aux valeurs observées à d'autres endroits du site,
- la pollution en HAPs identifiée à proximité des bennes en fosse présentant des teneurs non négligeables en HAPs par rapport aux valeurs observées à d'autres endroits du site.

Il est proposé de prescrire à l'exploitant la remise d'un plan de gestion de ces deux zones impactées.

Par ailleurs, l'exploitant recommande la poursuite de la surveillance des eaux souterraines compte tenu de l'impact en COHV au droit d'un ouvrage de surveillance.

Il est proposé de prescrire à l'exploitant la poursuite de cette surveillance sur au moins 3 ouvrages.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à l'arrêt des installations classées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2019, article R 512-39-1 et R515-75
Thème(s) : Risques chroniques, Arrêt des installations
Prescription contrôlée :

Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment l'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site.

Constats :

L'agence SARP CENTRE EST du Creusot a été le siège d'une activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux collectés par l'entreprise.

Jusqu'au 01/01/2017, l'agence comportait :

- 2 cuves compartimentées situées sur une aire bétonnée et abritée pour le regroupement des eaux hydrocarburées et les eaux de ressuage,
- 2 bennes étanches en fosse, l'une pour le transit des sables de curage, l'autre pour le transit des eaux et boues hydrocarburées.

A compter de cette date, l'exploitant a mis en sommeil l'activité de transit et en a informé le préfet.

Cette activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux ayant finalement été transférée vers une autre agence, l'exploitant a notifié la cessation d'activité des installations classées de l'agence du Creusot par courrier du 08/11/2019.

La notification indiquait que l'exploitant souhaitait maintenir sur l'agence une petite activité non classée de transit des sables de curage des réseaux sur une nouvelle aire dédiée à créer (volume inférieur au seuil de classement sous la rubrique 2716).

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir renoncé à ce projet.

L'agence conserve une activité de collecte de déchets mais les déchets ne transitent plus par le site et sont directement orientés vers les filières de traitement.

Il a été constaté que les cuves compartimentées avaient été évacuées du site. Elles ont été transférées sur l'agence de Crissey pour ré-emploi.

Les anciennes bennes en fosse sont toujours présentes et recouvertes. Il a été constaté qu'elles ne contenaient pas de déchets. Cependant le maintien de ces équipements sur le site ne semble à priori pas justifié. Leur démantèlement est à envisager.

Il a été constaté qu'aucun déchet collecté par l'entreprise n'était présent sur le site.

Le site conserve des bureaux et locaux sanitaires, un hangar pour le stationnement des véhicules, une aire de lavage des véhicules et un poste de distribution de carburant.

Il a ainsi été constaté que l'exploitant avait mis fin à l'activité de tri-transit-regroupement de déchets dangereux sur son site du Creusot et que les déchets liés à ces activités avaient été évacués du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2019, article R515-75
Thème(s) : Risques chroniques, Arrêt des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation et en vue de la remise du site dans son état initial, l'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R. 512-39-3 une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au 3° du I de l'article R. 515-59. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.</p> <p>Si l'installation a été, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges mentionnés au I, l'exploitant propose également dans ce mémoire les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu au deuxième alinéa du présent II.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la mise à l'arrêt des installations, l'exploitant a fait réaliser en 2019 un diagnostic de l'état des sols et des eaux souterraines et une analyse des enjeux sanitaires.</p> <p>Le rapport émis à l'issue de ce diagnostic :</p> <ul style="list-style-type: none"> • présente la synthèse des études déjà réalisées sur le site en 2001 et 2010, • rappelle les travaux de dépollution menées en 2011, • rappelle les conclusions du rapport de base d'avril 2016, • présente les résultats des nouvelles investigations, <p>Il est joint au dossier adressé au préfet le 08/11/2019 (rapport EGEH 2019264 v2 de juillet 2019).</p> <p><u>Synthèse :</u></p> <p>Les sols sont constitués de remblais jusqu'à une profondeur maximale de 2,7 m puis d'argiles brunes. D'après la carte géologique du secteur, les terrains sous-jacents appartiennent à la formation de Grandmont constituée de grès rougeâtres.</p> <p>La campagne d'investigation de 2001 a mis en évidence un impact en hydrocarbures (HCT), seuls paramètres recherchés lors de cette campagne, au niveau d'un ancien talweg. Le rédacteur évoque une pollution à double origine (historique et liée à l'activité).</p> <p>Les campagnes d'investigation de 2010 ont confirmé la présence d'hydrocarbures dans le même secteur et mis en évidence d'autres zones impactées, notamment à proximité d'un ancien drain (HCT) et des bennes (HAP). La présence de métaux en forte concentration a été détectée dans les remblais anthropiques.</p> <p>A la demande de l'administration, des travaux de dépollution par excavation ont été conduits en 2011 sur 2 secteurs impactés mis en évidence lors de la campagne de 2010 (sondages C4 ancien drain et C8 ancien talweg). Les contrôles des bords et fonds de fouilles avant remblayage ont montré des teneurs résiduelles inférieures à 500 mg/kg en HCT.</p> <p>En application de la directive IED, l'exploitant a produit un rapport de base dont l'objectif est d'établir l'état des sols dans le périmètre IED à la date de réalisation du rapport. Afin de compléter les données déjà acquises, l'exploitant a réalisé 3 prélèvements de sols (ancien local DTQD, zone de dépotage des déchets liquides en vrac, fosses). Les analyses ont montré un impact en tétrachloroéthylène à proximité de l'ancien local DTQD et ont confirmé la présence de métaux dans les remblais. Les HAPs n'ont pas été détectés à proximité des fosses.</p> <p>Les investigations de 2019 (8 sondages) ont confirmé les observations précédentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - impacts en métaux dans les remblais,

- impact en HAPs à proximité des bennes (vers 2 m)
- impact en HCT, HAP et tetrachloéthylène/trichloroéthylène à proximité du local DTQD (entre 0 et 1 m) avec des valeurs supérieures à celles relevées en 2016.

En conclusion, l'exploitant ne recommande pas d'action complémentaire sur les sols compte-tenu de leur usage et de la fréquentation du site

La surveillance des eaux souterraines réalisée par l'exploitant montre un impact en COHV sur le piézomètre PZ3 situé en position latérale par rapport au sens d'écoulement de la nappe et éloigné de l'ancien local DTQD et des autres installations. L'exploitant n'a pas pu déterminer l'origine de cet impact.

En conclusion, l'exploitant recommande la poursuite de la surveillance des eaux souterraines.

Avis et propositions de l'inspection :

Concernant l'état des sols, l'inspection des installations classées ne partage pas la conclusion de l'exploitant et considère qu'il doit examiner les modalités de gestion des pollutions suivantes dont l'emprise semble limitée, conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués :

- la pollution identifiée à proximité du local DTQD :
 - localisée entre 0 et 1m de profondeur,
 - présentant des teneurs non négligeables en COHV (jusqu'à 8,2 mg/kg en tetrachloroéthylène et trichloroéthylène), HAP (25 mg/kg HAP Totaux) et dans une moindre mesure en HCT, par rapport aux valeurs observées à d'autres endroits du site,
- la pollution en HAPs identifiée à proximité des bennes en fosse présentant des teneurs non négligeables en HAPs par rapport aux valeurs observées à d'autres endroits du site.

Il est précisé que le traitement de cette pollution pourrait être envisagé dans le cadre du démantèlement des 2 cuves en fosse qui ne sont plus utilisées (voir point de contrôle n°1).

Il est proposé de prescrire à l'exploitant la remise d'un plan de gestion de ces deux zones impactées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Remise en état - Réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2019, article R 512-39-1 et R515-75

Thème(s) : Risques chroniques, Arrêt des installations

Prescription contrôlée :

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Constats :

Les installations classées ont été mises à l'arrêt mais la société SARP a maintenu son agence sur le site pour une activité commerciale et de parcage de ses véhicules. Il n'y a pas libération des terrains, aussi la consultation de l'EPCI compétent en matière d'urbanisme sur l'usage futur n'est pas requise.

L'exploitant a réalisé une analyse des risques présentés par les pollutions résiduelles présentes dans les sols et les eaux souterraines (voir le point de contrôle n°3).

<p>Les polluants pris en compte sont les hydrocarbures, les HAPs, les COHV, les BTEX et les métaux. Les modes d'exposition sont l'inhalation de polluants sous forme gazeuse issus du sol ou adsorbés sur les poussières du sol et l'ingestion de poussières.</p> <p>Les cibles retenues sont des travailleurs présents dans un bureau ou évoluant en extérieur.</p> <p>Les résultats des calculs de risque indiquent un risque acceptable pour l'usage futur du site de type industriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les quotients de dangers pour les substances à seuil sont inférieurs à 1 (maximum de 0,01 pour l'inhalation de vapeurs dans les bureaux), • l'excès de risque pour les substances sans seuil sont inférieurs à $1 \cdot 10^{-5}$ (maximum $1,6 \cdot 10^{-6}$ pour l'inhalation de vapeur en extérieur). <p>Il est rappelé que ces conclusions sont valables pour les scénarios examinés et que toute modification des conditions initiales (population exposée, milieux et voies d'exposition...) doit entraîner une nouvelle évaluation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance de l'environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2019, article R 512-39-1 et R515-75
Thème(s) : Risques chroniques, Arrêt des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R 512-39-1 : Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>[...]</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>R 515-75 : [...] Le préfet fixe par arrêté les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la conclusion du dossier de cessation d'activité, l'exploitant recommande la poursuite de la surveillance des eaux souterraines compte tenu de l'impact constaté en composés organiques volatiles (COHV).</p> <p>Le rapport d'investigation indique que le piézomètre PZ4 n'a pas pu être prélevé en raison de son colmatage. Il devra être nettoyé ou comblé selon son état. En cas de suppression, un nouvel ouvrage devra être créé afin de disposer d'un réseau de surveillance d'au moins 3 ouvrages. L'emplacement de ce nouvel ouvrage devra être justifié.</p> <p>Il est proposé de prescrire la poursuite de la surveillance des eaux souterraines par arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet